

encore , comme il est arrivé depuis. Cela aurait eu lieu alors d'autant plus généralement que Buonaparte ne comptait pas un seul partisan en Espagne (il n'en eut que quand Ferdinand les lui eût donnés , par suite des humiliantes transactions de Bayonne). Les Portugais se seraient insurgés , à l'exemple de la nation espagnole toute entière , dans la noble attitude de défendre son honneur et son roi , eux , qui n'ont pas hésité de se soulever un peu plus tard au simple appel des Juntas particulières de Ciudad - Rodrigo , de Badajoz et d'Ayamonte , et quand ils pouvaient être secondés par les corps de Taranco , de Solane et de Caraffa , la fleur de l'armée espagnole , pour réduire Junot , chancelant encore dans son Gouvernement , à mettre bas les armes. La Grande-Bretagne , qui a tardé à envoyer des secours efficaces dans la Péninsule , par la crainte fondée de se confier à des autorités précaires et insurrectionnelles , dont les ordres étaient souvent méconnus , n'aurait pas balancé un instant de se décider à voler au secours d'un ancien Gouvernement légitime , affermi et entouré de l'amour des peuples. Les ports de l'Espagne , ouverts à la navigation des étrangers , et la communication de la mère-patrie avec les colonies ne souffrant plus d'obstacles , la plupart des inconvéniens , que les auteurs déplorent , auraient cessé par ce seul fait.

Quelleque fût l'époque que le roi eût choisi pour dévoiler à l'Europe et à ses peuples les projets perfides de Napoléon, soit avant de quitter Madrid, soit à Vittoria, soit même en risquant de se sauver de Bayonne, comme il paraît le lui avoir été proposé, le résultat ne pouvait pas être douteux. Quelques corps d'armée français étaient déjà, à la vérité, dans l'intérieur du royaume et les principales places frontières, soit par trahison, soit par la bassesse du ministère de Charles IV, étaient tombées au pouvoir de l'ennemi; mais l'on ne doit pas perdre de vue l'immense difficulté des subsistances et des transports, qui auraient rendues impossibles les opérations des armées ennemies, au milieu d'une nation insurgée en masse, ayant le souverain à sa tête. La difficulté de faire la guerre offensive en Espagne était tellement reconnue, que depuis Charles-Quint, si l'on excepte la courte campagne de Louis XIII en Roussillon, les rois de France qui ont eu tant de guerres à soutenir contre les monarques espagnols de la branche autrichienne, ont cherché à vider leurs différens en Italie et dans les Pays-Bas, sans songer à s'aventurer au-delà des Pyrénées.

Dans la crise vraiment terrible où se trouva Ferdinand VII, tout était danger autour de lui

quelque fût le parti qu'il embrassât ; mais en préférant le plus honorable , celui de se refuser d'abord aux désirs de Napoléon ou d'y résister au besoin , il n'agissait pas en téméraire et avec la certitude de succomber , comme le prétendent les auteurs d'après leurs calculs arithmétiques , dont on vient de démontrer la futilité ; tout au contraire devenait avantage pour lui. Effectivement ce monarque pouvait disposer , sans contradiction et sans nulle exception , des bras et des richesses de tous ses sujets d'Europe , et d'abondans secours de ceux de ses possessions d'outre-mer : tous les Portugais excités par les mêmes intérêts à soutenir et par des affronts à venger , ne demandaient pas mieux que de faire cause commune avec les Espagnols ; les richesses enfin et les armées de la Grande-Bretagne étaient prêtes à le seconder sans réserve et sans autre condition que celle d'une franche résistance à l'insupportable ambition de Napoléon. Ce changement de scène était immédiat et existait par le fait même de cette résistance , indépendamment de toute négociation diplomatique. Et ne devait-on pas s'attendre à ce que l'Autriche opérât une puissante diversion en faveur de la bonne cause , elle qui , quelques mois plus tard , rentra de nouveau dans l'arène contre la France,



malgré la captivité de Ferdinand et l'apparente soumission de l'Espagne?

Bien loin donc de croire que l'avantage en faveur de Napoléon était tel qu'il était impossible de lui résister, nous pensons qu'il était du côté de Ferdinand, si, pour défendre sa noble cause, ce souverain eût eu le bonheur d'avoir été entouré de conseillers fermes, instruits et courageux, de véritables hommes d'état qui ne se fussent point laissé éblouir par les apparences. Conclure l'impossibilité de la résistance à Napoléon d'après l'immense étendue de pays occupée par ses armes, ce fut l'erreur déplorable qui perdit la Péninsule : erreur d'autant plus inexplicable, qu'à défaut des exemples anciens, celui des guerres récentes de la révolution avait démontré que toute puissance s'affaiblit à mesure qu'elle s'étend, et qu'on finit par tout laisser échapper, en voulant tout embrasser, maxime consignée dans le proverbe vulgaire, *qui trop embrasse, mal étreint*. Napoléon ne pouvait compter que sur ses armées; car il fallait tout contenir, même la France, par la force, du moment que l'opinion publique s'était irrévocablement prononcée contre lui, et, d'après l'aveu des auteurs, elle l'était du moment qu'en 1806 il avait rompu les négociations avec l'Angleterre et commencé les hos-

tilités avec la Prusse. Ce puissant auxiliaire , l'opinion publique , était donc aussi favorable à Ferdinand VII.

Si toutefois la manière de présenter les objets , embrassée par les auteurs espagnols doit subsister, en leur accordant la justesse de leurs calculs et , en raisonnant comme eux , nous ne réduirons pas à 3 millions huit cent mille hommes la population disponible, puisqu'il est démontré qu'il n'y aurait plus eu de privilégiés, mais nous ajouterons à 11 millions d'Espagnols, 3 millions de Portugais , 18 millions d'Anglais et 20 millions d'Autrichiens ; ce qui mettrait en équilibre les forces numériques des deux côtés ; et il est indubitable que Ferdinand pouvait compter sur ces auxiliaires , si , à son avènement au trône , il avait fait paraître la noble résolution de sortir de la basse et humiliante dépendance de la France , dans laquelle l'Espagne croupissait depuis douze années.

Il est aisé de juger d'après l'événement , dirait-on : rien n'est plus vrai, et nous nous absten-
drions de faire ce rapprochement , si on ne l'avait pas fait dans le temps ; si les hommes d'état les plus éclairés de l'Espagne ne se fussent pas prononcés contre la trop honteuse continuation du parti de la faiblesse ; et si le noble élan du peuple de Vittoria , qui n'était que l'in-

terprête du sentiment national, en osant s'opposer au départ du roi, ne démontrait par-là jusqu'à l'évidence, que tout ce qui est arrivé depuis, avait été prévu par l'universalité des Espagnols.

Nous dirons en conséquence à notre tour, « Qu'il n'est pas hors de propos de recomman- » der la lecture de ces observations à ceux qui » ont censuré si sévèrement le sacrifice que fit » sa majesté en exposant sa personne et son » trône, plutôt que » *de faire un appel à la loyauté et à la bravoure de son peuple, et aux nations même qui, liées par les mêmes intérêts, étaient prêtes à le seconder de tous leurs moyens.* Il sera démontré pour eux que, si les auteurs se sont fait illusion sur plusieurs points, ils pourront à peine échapper au reproche de la mauvaise foi, avec laquelle ils embrouillent, à l'aide de calculs simplement numériques, qui sont inadmissibles, une question, qui ne devait être décidée que par le sentiment intime de la force réelle de la nation espagnole, défendant son propre sol, la patrie et son roi, et par la certitude de la coopération des étrangers, coopération d'autant plus efficace, qu'elle était spontanée et fondée sur de semblables intérêts à conserver et de pareils affronts à venger.

Mais enfin , dira-t-on encore , la faute une fois commise et la nation espagnole s'étant soulevée après la captivité du roi , il reste toujours certain qu'elle a triomphé à la fin avec d'aussi faibles moyens , comme les auteurs le prétendent , contre les forces colossales de Napoléon. Ce serait toujours la même erreur : il est déjà prouvé combien serait ridiculement puérole la supposition de 60 millions d'hommes contre 11 millions , d'une armée d'un million et demi de combattans contre deux cent mille : il ne doit être question que des forces employées par les Français en Espagne. Nous sommes fâchés de soutenir que la question ainsi posée , ce ne sont pas les Espagnols qui ont triomphé de leurs ennemis , car il n'y eut jamais possibilité d'organiser en Espagne une résistance efficace contre les Français. Les juntas provinciales et la junta centrale elle-même , n'ont pas pu ni su se faire obéir , ni même se faire reconnaître assez généralement , pour pouvoir organiser des armées respectables. Les cortès , qui leur ont succédé , livrés à des recherches puéroles et oiseuses et à des spéculations d'une métaphysique abstraite sur les droits de l'homme , sur les droits politiques , etc. se traînant servilement sur les traces des assemblées révolutionnaires de France , n'ont investi la régence instituée par eux que d'une autorité aussi pré-

caire , que le paraissait l'existence même de cette assemblée; existence qu'elle n'a prolongée, étant cernée dans l'île de Léon, que sous la protection d'une garnison étrangère (1). Ce que l'on a bien voulu décorer du nom de gou-

(1) Les cortès, quoique réunis pour le maintien des droits de Ferdinand VII, ont voulu opérer sur l'Espagne comme sur un pays nouvellement découvert, et comme s'il n'avait pas d'antécédent, à l'imitation de l'assemblée constituante de France; et tout en conservant le titre de roi à un chef du pouvoir exécutif, on le rendait effectivement un simple président, prisonnier des cortès, à-peu-près comme l'ancien doge de Gènes l'était du sénat. Ferdinand VII avait donc le droit incontestable de casser une constitution faite sans son approbation, qui le rendait roi par la grâce des cortès et roi nominal de la veille, au lieu de roi par la grâce de Dieu en vertu de la légitimité, fondée sur les droits que lui avaient transmis ses ancêtres. Ce coup d'état était aussi juste que politique, car il était aussi utile au roi qu'à la nation, qui ne pouvait pas être régie par des lois si contraires à l'esprit national et empruntées d'une nation qu'elles rendent heureuse, mais dont l'imitation a jusqu'à présent fort mal réussi chez une nation voisine. La fermeté du roi dans cette occasion, applaudie par tous les hommes sages et monarchiques de l'Europe, aurait eu indubitablement les plus heureux résultats, si elle se fût arrêtée aux choses, sans atteindre les personnes. Les gouvernemens doivent être toujours fermes et quelquefois user de rigueur quand les circonstances l'exigent, mais quand la rigueur n'est pas absolument nécessaire pour la conservation de l'état, elle devient cruauté. La fermeté du roi contre un gouvernement existant donnait la mesure de ce qu'il était capable de faire contre ceux qui oseraient méconnaître son autorité : cet effet salutaire était tout ce qu'il fallait produire dans l'intérêt du gouvernement royal, il fallait s'arrêter là. Ferdinand VII placé plus avantageusement que Louis XVIII, ne pouvait pas craindre un 20 mars, car rien de glorieux, d'utile ou de grand ne se rattachait encore au gouvernement des cortès ou à celui de Joseph, pour qu'on eût à craindre les partisans de l'un ou de l'autre. A Dieu ne plaise que j'aie la témérité de censurer la conduite du monarque espagnol; mes remarques ne vont pas au-delà de ses con-

vernement, ne pouvait avoir ni plan arrêté, ni unité de vues et d'action abandonnée aux impulsions fortuites, de mouvemens partiels, presque toujours divergens et souvent contraires à l'intérêt général, quoique toujours partant d'intentions patriotiques; c'est ce que l'Espagne présenta pendant les sept années de guerre contre la France. Aussi est-il vrai de dire que chez aucune nation et à aucune époque il ne parût un spectacle aussi extraordinaire que celui de la multiplicité de nobles efforts individuels et la presque nullité de ceux de la masse considérée comme corps de nation soumise à un gouvernement, non-seulement pour secouer, à elle seule, le joug étranger, mais même pour mettre à profit les secours de tout genre, que lui fournissaient si généreusement les alliés. L'Auteur, que nous traduisons, a démontré cette triste vérité, jusqu'à l'évidence. Ce sont les auxiliaires de l'Espagne, qui ont vaincu les armées françaises, et nous

seillers dont je n'attaque ni la probité, ni les bonnes intentions, mais qui me paraissent avoir dépassé le but par des mesures, qui font verser des larmes à des milliers de familles, qui auraient bien servi le roi, et qui feront saigner pendant plusieurs lustres le corps politique de la monarchie espagnole. Mais si les mesures de rigueur étaient indispensables en 1814, le sont-elles encore en 1818? Le seront-elles irrévocablement? Nous saisissons cette occasion d'en faire l'observation; car souvent la Providence, au gré des impénétrables secrets de sa sagesse infinie, se sert des plus faibles instrumens, pour toucher les cœurs des rois et des grands de la terre.

n'hésiterons pas à compter, au nombre de ces auxiliaires, Napoléon lui-même, par l'inconcevable entêtement de ne pas subordonner à un commandant unique la direction suprême de ses armées. Sans ce plan vicieux, sans les efforts de l'Autriche, quoique malheureux en 1809, sans la folle expédition de Russie en 1812, et surtout sans l'excellente armée anglo-portugaise, qui sous la direction du duc de Wellington, reprit les places de l'Espagne avec des assauts sanglants, et gagna, sans l'assistance des Espagnols, tant de batailles décisives, l'Espagne aurait succombé, car il n'y a point, ni nature, ni volonté unique, ni salut à espérer, là, où il y a absence de gouvernement.

Les auteurs s'y prennent d'une manière assez maladroite pour brouiller des faits aussi simples et aussi incontestables quand ils s'écrient, » aurait-il pensé ce chef de la France (Napoléon) que ses armées si souvent invincibles, » plieraient *devant les armées espagnoles* et les » armées anglaises, qui paraissaient alors *si timides*, mais, qui devinrent si redoutables » sous un chef habile, qui de victoire en » victoire marcha depuis Vimieiro jusqu'à » Waterloo » Ce peu de lignes est le complément de la mauvaise foi des auteurs ; le duc de Wellington n'a pas eu d'armées espagnoles

sous ses ordres , que depuis la bataille de Vittoria , c'est-à-dire , depuis la délivrance de l'Espagne , et cela par l'excellente raison qu'il n'y a pas eu d'armées espagnoles depuis 1810 jusqu'à cette époque : il y a de plus de la jalousie et de l'ingratitude de ne pas mentionner l'armée portugaise , qui fut de moitié avec l'armée anglaise à cueillir les plus belles branches de laurier , qui ornent la couronne de ce général , et il y a de l'injustice à qualifier les armées anglaises de timides jusqu'alors , sans rappeler qu'elles osèrent disputer , quoique sans succès , la conquête de la Hollande aux armées républicaines , et que plus heureuses en Egypte , elles arrachèrent la conquête de ce pays à la fleur de l'ancienne armée française d'Italie , que Buonaparte y avait conduite.

D'après ce que l'on vient de faire observer , on ne sera pas surpris de trouver que l'esprit de l'ouvrage est loin d'être en harmonie avec la bonne cause , et que les jugemens sur les événemens et sur la conduite des gouvernemens de l'Europe aux différentes époques , sont empruntés , tantôt au protocole impérial , tantôt aux prétendus libéraux. Prenons des exemples au hasard ; ils ne sont pas rares.

« L'Angleterre , y est-il dit , avait perdu un » de ses plus grands hommes d'état , dont la

» politique, utile à sa patrie, fut fatale à
 » l'Europe, et lui fit répandre des torrens de
 » sang et de larmes : le sage et vertueux Fox
 » lui succéda. . . » Ne se croit-on pas, à cette
 lecture, reporté au temps où l'on faisait son-
 ner bien haut la fable des agents de Pitt et
 de Cobourg et du club autrichien, et aux fla-
 gorneries du *Moniteur* adressées à Fox chef de
 l'opposition et refusées à Fox ministre ? La
 sagesse, la philanthropie et la morale de Fox
 et la cruauté de Pitt ! D'où reviennent donc
 les auteurs ? Qu'ils se réveillent et qu'ils se
 remettent au courant des bonnes doctrines de
 1818.

Dans le même alinéa ils avancent « que telle
 » était la réputation de droiture et de sincé-
 » rité, que Fox avait acquise en Europe, qu'elle
 » crut un instant le raccommodement possible,
 ce qui veut dire que les obstacles à la paix
 jusques-là venaient du Ministère anglais, c'est-
 à-dire, de Pitt, et non de Napoléon. Dans
 l'alinéa, qui suit immédiatement, ils disent pré-
 cisément le contraire : « il (Napoléon) feignit
 » de la désirer (la paix) pour ne pas exaspé-
 » rer ses sujets ; mais si l'on examine impar-
 » tialement toutes ses propositions, on les
 » verra empreintes du sceau de la mauvaise
 » foi et de l'injustice, et l'on se convaincra
 » qu'il était peu disposé à désarmer ». Ce

n'était donc pas Pitt qui faisait couler les larmes et le sang de l'Europe ! Et où serait à cette heure la civilisation , la morale et la légitimité , base du bonheur des nations européennes , sans la noble persévérance des efforts de la Grande-Bretagne contre l'hydre révolutionnaire ?

Voici ce qui est plus grave. Après avoir censuré avec force et même de l'amertume , *la politique fausse , tortueuse , imprévoyante , faible et versatile des cabinets de l'Europe* , les auteurs , comme les libéraux de notre temps et ceux de tous les âges , flattent les peuples d'une manière à-peu-près révolutionnaire. Voici comme ils s'expriment ; « Elle » (l'Angleterre) espérait que la pesanteur du » joug laisserait enfin l'Europe exténuée , et » soulèverait *les peuples : les peuples , dont » l'indignation , provoquée une fois , ne s'ap- » paise point aisément ; les peuples , qui ne » se découragent point par leurs pertes , que » n'épuisent point les sacrifices et que les dons » ni la flatterie ne peuvent corrompre* ». La flatterie ne peut pas corrompre les peuples ! C'est précisément le contraire , qui serait vrai , témoins les comices de Rome , témoin la révolution française. La flatterie est plus nuisible aux peuples qu'aux rois ; et à quoi bon flatter le peuple espagnol ? Veut-on le faire soulever ?

Plus loin on lit , « tout annonçait la ruine » épouvantable de l'état , ou un bouleversement politique , qui ébranlant le pouvoir des oppresseurs , *regènerait* la nation ». Quelle étrange proposition sous la plume de royalistes et de royalistes espagnols ! Quoi ! Il est donc permis de s'attendre à des bouleversemens politiques ; c'est donc un bouleversement politique et non l'autorité , qui doit régénérer la nation ! Quels sont les oppresseurs qu'on désigne ? Ce sont les ministres du roi. Quel était le régime insupportable , que devait être anéanti par un bouleversement politique , pour régénérer la nation ? Ce n'est autre que celui de 1808 , le même que Ferdinand VII rétablit dans son intégrité par la déclaration de Valence , en renvoyant les Cortès ; le même , qui régit encore l'Espagne. Les Auteurs auraient-ils l'intention de provoquer un bouleversement , ce qui est synonyme de révolution , pour *regénérer* la nation ? A Dieu ne plaise que nous ne fassions cette injure à des militaires ; mais toujours il sera pour le moins démontré que l'esprit de parti aveugle au point de faire invoquer les principes les plus pernicioeux à côté des meilleurs sentimens : qu'une bonne cause peut paraître mauvaise par la manière de la soutenir , et conduire les Auteurs à composer au lieu de l'histoire de la guerre d'Espagne